

# **La force et la persuasion: stratégies nonviolentes pour influencer les forces de sécurité en Serbie (2000) et en Ukraine (2004)**

Power and Persuasion: Nonviolent strategies to influence state security forces in Serbia (2000) and Ukraine (2004)

**Anika Locke Binnendijk and Ivan Marovic**

Communist and Post-Communist Studies, August 2006

**Traduction: Anne-Marie Codur, avril 2019  
édité par Nicola Barrach**

# La force et la persuasion: stratégies nonviolentes pour influencer les forces de sécurité en Serbie (2000) et en Ukraine (2004)

Anika Locke Binnendijk\*, Ivan Marovic

*Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, 160 Packard Avenue, Medford, MA 02155, USA Available online 17 August 2006*

## Résumé

Cet article analyse deux mouvements, celui d'*Otpor*, ayant contribué à la chute de Milosevic (2000) et celui de la "Révolution Orange" en Ukraine (2004), pour lesquelles les organisateurs ont explicitement développé des stratégies visant à accroître le coût social et moral de la répression pour le régime, afin de saper la volonté des forces de sécurité d'obéir aux ordres de perpétrer des actes violents contre les manifestants. Par l'emploi de diverses combinaisons de stratégies de persuasion et de dissuasion destinées aux institutions spécifiquement ciblées par ces mouvements, ceux-ci ont réussi à éviter des représailles majeures de la part des forces de l'ordre.

*Mots clé:* Serbie; Ukraine; Forces de sécurité, Armée, Police; Nonviolent; changement de régime

## Introduction

Les forces de sécurité de l'état constituent un centre de gravité critique pour tout régime autoritaire. En tant qu'instruments de coercition, les institutions de la police et de l'armée ont de larges moyens de sanctionner toute rébellion potentielle. La capacité d'un régime de déployer cet instrument peut donc avoir des implications directes dans la consolidation de son pouvoir politique.

Comme le note Dahl (1971), “la probabilité qu’un gouvernement tolère une opposition s’accroît dans la mesure où les coûts de la suppression de cette opposition s’accroissent et où décroît la capacité du régime à utiliser la violence ou les sanctions socio-économiques pour supprimer toute opposition.”

Selon les stratégestes des conflits nonviolents, un des objectifs clé d’un mouvement non-armé devrait être de saper les loyautés et l’obéissance de la police, de l’armée et de tout autre “pilier de soutien” du régime (Sharp, 1973; Ackerman and Kruegler, 1994; Helvey, 2004). Que cela soit en persuadant de la légitimité de leur cause des militaires en uniformes, ou bien en négociant des accords gagnant-gagnant, ou bien en élevant le coût moral, économique et politique de la répression, les mouvements peuvent jouer un rôle décisif en diminuant la capacité du régime à compter sur le soutien et l’obéissance de ses soldats et policiers (Sharp, 1973).<sup>1</sup>

Le mouvement serbe *Otpor* qui visait la chute de Slobodon Milosevic (2000) ainsi que la Révolution Orange ukrainienne (2004) ont tous deux atteint leur objectif. En utilisant un mélange de techniques de persuasion et de dissuasion, les responsables de ces mouvements ont développé de manière explicite des stratégies élevant le coût de la répression afin de saper la volonté des forces de sécurité à engager contre eux des actions répressives. Cet article analyse les stratégies mises en oeuvre et leurs effets dans chacun des cas étudiés.

## Les leçons du passé

Les équipes dirigeantes des mouvements serbe et ukrainien ont appris des erreurs passées et en ont tiré les leçons nécessaires pour développer leurs stratégies. En Ukraine, tout au long des années 90, les actes de protestations et les occupations de places publiques réunissant des activistes dans des lieux publics en y posant leurs tentes, avaient eu peu d’effet contre le régime autoritaire du Président Leonid Kuchma. A l’automne 2000 l’horrible assassinat du journaliste ukrainien Georgiy Gongadze, dont on se doutait qu’il avait été commandité par Kuchma, avait provoqué des manifestations dans plusieurs endroits du pays.<sup>2</sup> Cependant, bien que l’opposition ait menacé de réunir 200000 manifestants, on n’a compté tout au plus que 20000 à 50000 personnes dans les rues, un fait que Kuchma s’empressa de relever pendant l’été 2004. (*Eurasia Daily Monitor*, 24 Janvier 2005) (Kuzio, 2005a, b). En Mars 2001, les manifestations culminèrent en un clash violent avec les forces de police, ce qui conduisit à l’effondrement du mouvement.

Les activistes serbes ont analysé les raisons des échecs des actions de protestation anti-Milosevic en 1996-1997, qui s’étaient conclues dans un soupir inaudible, et qui avaient prouvé combien il est difficile de soutenir pendant

longtemps une présence massive dans les rues. Ils se souvenaient également des manifestations du 9 Mars 1991 pendant lesquelles le mouvement du renouveau serbe, dirigé par Vuk Draskovic, avait appelé à un rallye de protestation contre la propagande diffusée par la télévision d'État. Milosevic y avait répondu en envoyant les forces de police disperser la foule des manifestants à coup de gaz lacrymogène et de canons à eau. Les manifestants avaient réagi avec violence ce qui avait provoqué une répression encore plus vive. Les tanks de l'armée avaient envahi Belgrade. Draskovic fut arrêté et les manifestations écrasées.

Etant donné ces échecs, les organisateurs serbes du mouvement *Otpor* conclurent que deux objectifs devraient leur servir de guide dans la détermination de toute stratégie future. Le premier était de chercher à mobiliser le plus vite possible un million de manifestants dans les rues de Belgrade afin de confronter Milosevic. Le second était de s'assurer que le jour où cette manifestation de masse aurait lieu, les ordres de tirer dans la foule ne seraient pas suivis par les forces de sécurité serbes. Dans la poursuite de ces deux objectifs, *Otpor* décida que sa priorité serait de maintenir une stricte discipline nonviolente dans ses rangs.

Les organisateurs du mouvement ukrainien en vinrent à une conclusion semblable. Un des architectes principaux de la Révolution Orange a remarqué, bien après les faits, que:

En 2002 et 2003 nous avons mené des analyses détaillées des raisons des échecs des manifestations précédentes, et les raisons majeures en étaient le petit nombre de gens et la nature agressive de ces rassemblements. Notre conclusion a donc été qu'il nous fallait une mobilisation massive du plus grand nombre de gens possible et que nous devions nous assurer que ces manifestations n'auraient pas d'éléments violents. Nous nous sommes rendus compte qu'aucun militaire - aucune unité spéciale - n'oserait prendre les armes contre un tel rassemblement de gens. (Interview d'un coordinateur de Notre Ukraine, 2005).<sup>3</sup>

1 Sharp analyse les dynamiques de "conversion," d'"accommodation," et de "coercition." pp. 705-776.

2 Les enregistrements rendus publics en 2000 par le dirigeant du Parti Socialiste, Oleksandr Moroz, qui avaient été faits de manière illicite dans le bureau de Kuchma par le garde présidentiel Mykola Melnychenko, ont révélé l'ordre donné à un officier de "s'occuper de" Gongadze.

<sup>3</sup> Les personnes dont les noms ne sont pas inclus dans cet article ont accepté d'être interviewé sous condition d'anonymat. Ils sont identifiés par leurs positions dans le gouvernement ukrainien, ou par leur rôle dans les coalitions politiques ou encore par leurs identités professionnelles.

Dans les deux cas, des fraudes électorales évidentes ont servi de point de ralliement majeur autour duquel les mouvements ont pu mobiliser un grand nombre de citoyens. Les oppositions serbe et ukrainienne ont donc de manière explicite construit leurs stratégies autour de la condamnation des résultats frauduleux des élections. Après que Milosevic ait falsifié la comptabilité des votes à la présidentielle du 24 Septembre 2000, l'opposition a organisé une série de grèves et de barrages de routes, mais plusieurs ont également émergé de manière spontanée. Les tensions montèrent pendant deux semaines jusqu'à ce que l'opposition annonce qu'elle donnait à Milosevic un ultimatum pour le 5 Octobre à 15h pour déclarer la victoire de Kostunica. L'opposition déclara organiser un rally à Belgrade en face du parlement fédéral. Environ 800000 manifestants se réunirent, venant de toute la Serbie (*Nedeljni Telegraf* magazine hebdomadaire, 1er Novembre, 2000).

En Ukraine, les manifestations commencèrent le lundi 22 Novembre, alors que les rumeurs de fraude électorale se répandaient largement, et que les sondages officiels donnaient comme gagnant au second tour de l'élection présidentielle, le premier ministre du Président Leonid Kuchma, et son successeur choisi, Victor Yanukovych.<sup>4</sup> L'opposition avait reconnu la probabilité de fraude bien avant que l'élection ait lieu - un mémo interne à la coalition de l'opposition ukrainienne insistait que les élections seraient "un jeu sans règles, avec des rivalités encore jamais vues pour s'attribuer les ressources administratives, financières, et organisationnelles du régime, et qu'il nous faudra des alliés et au moins 500000 supporters actifs."(mémo interne de "Notre Ukraine", Avril 2003).

*Pora*, une organisation de mobilisation civique de la jeunesse avait activement préparé la période post-élection, avec des manifestations, surtout après les arrestations d'activistes à la mi-octobre 2004 ([Kaskiv, 2005](#)). La mobilisation de masse qui en résulta à Kiev fut au-delà de toutes les prévisions de l'opposition comme du régime (Zolotariov, Y., interview, 2005). Le premier jour où le leader de l'opposition, Victor Youshchenko, appela les gens à aller dans la rue, 100000 personnes déferlèrent sur la Place de l'Indépendance (Maidan Nezalezhnosti), que tout le monde connaît sous le nom de "Maidan." Dans les 24 heures qui suivirent, le nombre de manifestants avait doublé. Le mercredi 24 Novembre, des centaines de milliers de manifestants arrivèrent de toutes les régions du pays, et à la fin de la première semaine, selon la plupart des estimations, près d'un million d'ukrainiens s'étaient réunis à Kiev ([Kaskiv, 2005](#)).<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Victor Yushchenko remporta le premier tour de l'élection présidentielle le 31 Octobre par une faible marge sur Victor Yamukovych, ce qui conduisit à un second tour. Les observateurs internationaux et nationaux ont reporté des fraudes et des manipulations de votes très largement répandues à la fois au premier et au second tours de l'élection.

Les deux mouvements, en Serbie et en Ukraine, avaient conscience que la rapide mobilisation de masse élèverait les coûts de la répression de manière significative pour le régime au pouvoir. La répression qui avait caractérisé la réponse du régime jusque là - les arrestations, les passages à tabac, les assassinats dans l'ombre - ne risquait pas de provoquer l'outrage populaire, mais une répression violente sur des centaines de milliers de citoyens ne pouvait que mettre à bas leur légitimité déjà très vulnérable.

Des considérations tactiques ont donc des implications stratégiques. *Otpor* comptait sur sa capacité à remplir les rues étroites de Belgrade de manifestants, rendant impossible la circulation rapide des personnes et des véhicules. En Ukraine, les entrées à l'arrière de la place Maidan à Kiev étaient également faciles à bloquer. D'où la priorité dès le départ d'envisager remplir un espace public et symbolique comme la Maidan, bien que l'opposition ait été surprise par sa capacité à atteindre cet objectif. Dans les deux cas, la taille énorme de la foule rendait difficile aux régimes une tentative de faire disperser cette foule sans avoir à engager des moyens très risqués en termes de répression et d'ordres à faire appliquer aux forces de sécurité.

Se rendant compte du besoin immédiat de flux de manifestants venant de l'extérieur de la capitale pour protéger ceux qui étaient déjà à Kiev, les coordinateurs de l'opposition ukrainienne décuplèrent leurs efforts dans les jours menant aux élections pour mobiliser la population de Kiev et de ses environs.<sup>6</sup> Les résidents de la région de Kiev furent responsables de l'escalation rapide des manifestations dans les 48 heures suivants l'appel de Yushchenko. L'occupation de Maidan, qui dura finalement plus de trois semaines, fut marquée par une attention soutenue aux "données quantitatives." (*Guardian*, 13 Mai, 2005). Les leaders de l'opposition firent installer une caméra 24h sur 24 au milieu de la Maidan, dont les images étaient transmises en direct à la chaîne 5, favorable à l'opposition. Cette tactique a été particulièrement efficace en empêchant toute répression d'avoir lieu pendant la nuit quand le nombre de personnes occupant la place était beaucoup moindre que pendant la journée.

<sup>5</sup> Bien que la police en charge de la circulation ait d'abord essayé de suivre les ordres de bloquer l'autoroute en direction de Kiev, elle fut débordée par le flot de personnes qui prirent la route dans les 48h et dont un bon nombre empruntèrent des itinéraires alternatifs de sorte que la police dut abandonner tout effort d'interrompre ce flux de véhicules. Comme le confie un des activistes de Pora "quand les routes principales sont bloquées, on peut toujours prendre les routes secondaires, et les gens du coin sont là pour vous aider à trouver votre chemin." (Bezverkha, interview, 2005). On a stipulé beaucoup sur les raisons qui ont poussé Kuchma à ne pas utiliser des troupes plus aguerries afin de bloquer l'accès à la ville mais il semble que le régime sous-estimait la menace posée par les manifestants et cherchait à éviter toute action qui pourrait mettre en péril sa légitimité intérieure comme internationale.

<sup>6</sup> Ils pensaient également que pour rassembler la majorité de la population ukrainienne, "il était important que les habitants de la capitale soient dans les rues." (Stetskiv, interview, 2005).

L'ancien ministre des affaires étrangères d'Ukraine, Boris Tarasyuk, l'auteur de cette tactique, se souvient qu' "elle n'était pas sans danger. C'est pour cela que j'ai suggéré à la Chaîne 5 de diffuser les images de Maidan en permanence. Au cas où quelque chose survenait, les gens le verraient immédiatement et sauraient ce qui se passe" (Tarasyuk, interview. 2005). La stratégie, comme l'exprime un diplomate occidental, était d'envoyer un message très clair au régime: "Venez nous déloger d'ici mais s'il y a du sang qui coule, ce sera vu en direct sur CNN." (diplomate occidental interviewé sous condition d'anonymat, 1er Juin 2005).<sup>7</sup>

Malgré l'avantage qu'il y a à rassembler des foules nombreuses, celles-ci posaient également un risque potentiel à la fois au mouvement serbe et au mouvement ukrainien. Les officiers de police savaient qu'ils seraient tenus pour responsables de la sécurité publique si tout d'un coup le chaos éclatait. Les organisateurs avaient appris des échecs précédents que les moindres provocations violentes pourraient dégénérer en déchaînant les forces de police contre le mouvement.<sup>8</sup> Gene Sharp, un penseur et théoricien pionnier de l'étude des conflits nonviolents, faisait remarquer que "les rassemblement de masse qui sont incapables de maintenir une stricte discipline nonviolente peuvent affaiblir un mouvement." En revanche, comme il l'écrit "lorsque ces mouvements de masse possèdent la capacité de rester nonviolents, alors ils deviennent irrépessibles" (Sharp, 1973).

Il était donc primordial d'éviter toute provocation afin de ne pas répéter les épisodes violents qui avaient eu lieu par le passé. Les mouvements serbe et ukrainien ont tous fait de la discipline nonviolente leur priorité, et ont organisé de nombreux programmes et ateliers afin de préparer les bénévoles à rester nonviolents dans les moments de confrontation potentielle avec la police et l'armée.

<sup>7</sup> Cette personne a également cité l'absence de télévision en direct sur la place Tiananmen à Pékin comme un "facteur critique" ayant expliqué le massacre. De la même manière, Martin et Varney ont fait remarquer que "le manque d'information au sujet des massacres pour le public à l'extérieur" a présenté un obstacle pour la résistance au Timor Oriental l'empêchant d'attirer le soutien international dans les années 80. A l'inverse, le mouvement populaire en Indonésie pour faire chuter le dictateur militaire, le Général Suharto, faisait circuler des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "n'oubliez pas votre rouge à lèvres... vous passez sur CNN ce soir." (Martin et Varney, 2001, pp. 24, 31).

<sup>8</sup> Un des organisateurs ukrainien faisait remarquer en Juin 2005 qu' "il était extrêmement important qu'on n'utilise jamais la provocation, absolument jamais. Nos actions étaient toutes très pacifiques. Nous avions appris les leçons amères des événements de 2000." (Filenko, interview, 2005).

En Ukraine, éviter la provocation fut particulièrement important pendant les trois semaines qu'a duré la Révolution Orange. Afin d'éviter les altercations entre les protestants et la police ou entre les supporters de Yushchenko et de Yanukovych, les bénévoles de *Pora* et Notre Ukraine formaient des "zones tampons" humaines, entre la police et la foule, et entre les camps rivaux. Ces volontaires entraînés faisaient des patrouilles au milieu des tentes et dans la foule. Ils restaient aux aguets de tout comportement agressif, afin de les neutraliser et de désamorcer toute violence potentielle. Ils distribuaient des pamphlets qui disaient "Ne répondez pas à la provocation. Nous allons gagner. Nous sommes forts parce que nous restons calmes" (Filenko, interview, 2005). Toute cette organisation semble avoir eu un impact sur la police et l'armée. Dans une interview de Juin 2005, un officier de haut rang des forces de l'ordre confiait "j'ai le plus grand respect pour le fait que l'équipe de Yushchenko a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter toute sorte de conflit. Il n'y avait aucune agressivité de leur part. C'était extraordinaire à voir,"(interview d'un officier sous condition d'anonymat, 2005). Dans certains cas, cela voulait dire qu'il fallait restreindre les éléments les plus virulents et guerriers de la coalition politique qui, comme cela a été reporté, "cherchaient la bagarre" (*Segodnya*, November 21, 2005).

En fait, la décision de rester nonviolent était un élément essentiel du calcul stratégique fait par les dirigeants des mouvements en Serbie comme en Ukraine. Les stratégestes spécialistes des méthodes de lutte nonviolente ont souvent fait remarquer que ces méthodes offrent un avantage stratégique en cas de conditions asymétriques de pouvoir, donnant aux activistes la possibilité de "s'opposer au pouvoir de leur adversaire, y compris la police et l'armée, non pas avec les armes choisies par le régime, mais avec des moyens totalement différents" (Sharp, 1973).

Les programmes et ateliers proposés par le mouvement serbe ont mis l'accent sur cet élément dans la stratégie d'*Otpor* vis à vis de ses bénévoles en 2000. Et un des coordinateurs ukrainiens de *Pora* s'est fait l'écho de cette même thèse en observant que le choix de la nonviolence a permis au mouvement d'agir "sur un pied d'égalité avec les autorités de l'état. Si nous avions été violents, alors nous n'aurions pas pu rester dans la course. Si nous avions été violents, ils auraient eu recours à la force. Le choix de la nonviolence était la seule stratégie efficace dans le contexte qui était le nôtre." (Zolotaryov, interview, 2005). Les ramifications internes et internationales d'une répression contre des civils perçus comme pacifiques auraient été beaucoup plus graves pour le régime que contre des militants violents que le régime aurait facilement pu présenter comme des terroristes.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> C'est par exemple ce qui s'est produit en Ouzbekistan, où le régime de Karimov a fait porter la responsabilité à l'organisation islamique Hizb ut-Tahrir du massacre Ouzbek de Andijan en Mai 2004



## **Briser le bâton de la répression**

Malgré tout, les organisateurs des mouvements se rendirent compte que les dirigeants du régime allaient faire le calcul qu'il leur serait plus coûteux de chercher des accommodements avec l'opposition plutôt que de la supprimer par la force. En Serbie, Milosevic faisait face à des pertes personnelles et politiques incommensurables s'il laissait l'opposition gagner une victoire. En Ukraine, bien que Kuchma allait quitter son poste, il y avait dans l'ombre, des oligarques dans son camp qui avaient tout à perdre d'une victoire de Yushchenko et qui ne craignaient aucune responsabilité officielle, ce qui les rendait particulièrement dangereux.

Dans les deux pays, il y a eu des tentatives d'usage de la force et de la violence d'État contre les manifestants. A Belgrade, après que les gaz lacrymogène aient échoué à disperser la foule pendant les manifestations d'*Otpor* en Octobre 2000, la police reçut des instructions de tirer dans le tas à balle réelle. Et en Ukraine, bien que Kuchma ne fut pas personnellement enclin à user de la force pendant la Révolution Orange, un ordre sortit de son quartier général à la fin de la première semaine d'occupation de la Maidan, appelant à la mobilisation de 10000 policiers afin d'encercler Kiev; et à la distribution de munitions (*New York Times*, 17 Janvier 2005). Il était donc critique que les deux mouvements cherchent à éroder l'efficacité des instruments de répression sur lesquels comptaient les deux régimes. Comme l'a résumé un des observateur occidental de la Révolution Orange, "que pouvez-vous faire si vous essayez d'utiliser le bâton et qu'il se brise dans vos mains?" (Diplomate occidental de haut niveau, interview, 31 Mai 2005).

### *Les forces armées*

Les gouvernements autoritaires ont souvent compté sur le soutien de leurs armées nationales pour "pacifier" toute tentative du peuple de défier leur pouvoir (Helvey, 2000).

En 1989, c'est l'Armée de Libération du Peuple qui bloqua l'accès de la Place Tiananmen avec des tanks et tira sur les étudiants. L'année précédente, c'étaient des unités de l'armée birmane qui mirent fin aux soulèvements populaires qui avaient eu lieu après les résultats du référendum. En Ouzbékistan, des officiers de l'armée et des véhicules militaires accompagnaient la police et les services du renseignement pendant la répression sanglante de Andijan (*New York Times*, 17 Juin 2005).

En Ukraine et en Serbie, où les dirigeants des régimes avaient investi massivement dans les forces de la police intérieure au détriment de dépenses militaires, les mouvements pariaient avec une certaine confiance qu'il leur serait possible de persuader l'armée de rester au moins neutre.<sup>10</sup> La conscription nationale dans les deux pays conduisait à ce qu'une grande quantité des effectifs des deux armées était constitué de jeunes recrues ayant toujours de forts contacts avec des amis et des membres de leurs familles, et ayant des affiliations politiques reflétant souvent celles de leurs pairs dans le monde civil. En Ukraine, la campagne du mouvement consista à travailler avec les familles des officiers dont les quartiers se trouvaient dans des villes de garnison, afin de créer des contacts et d'évaluer leurs opinions, sachant que "les membres de la famille peuvent être de bons baromètres" (Antonets, interview, 2005). En raison des liens proches entre les militaires et la population générale, les messages de l'opposition en direction de l'armée serbe et ukrainienne réitéraient leur message général au reste de la société, insistant sur les réformes démocratiques, sur le nationalisme, et sur la nécessité de sortir du statu quo de la corruption.

Cependant, certains messages clé étaient spécialement conçus pour cibler les personnels des armées. Dans les deux pays, les conditions des militaires avaient empiré dans les années précédentes (Kuzio, 2000). Le personnel militaire sous Milosevic, contrairement aux privilèges dont disposaient l'Armée Yougoslave Nationale de Tito, se sentait dévalué par rapport à leurs collègues des forces de police intérieure. En Ukraine, les coupures dans le budget national des 15 années précédentes avaient conduit à une perte de pouvoir d'achat des militaires, ayant des salaires maintenus très bas, peu de formation sur les questions de sécurité domestique, et dont le moral était en berne comparé à celui de leurs collègues du Ministère de l'Intérieur (*Financial Times*, 25 Novembre, 2004). Les estimations montraient que plus de 80% des officiers décrivaient les conditions de vie de leur famille comme étant "inférieures à la moyenne" ou même "très inférieures" (Grytsenko, 2000). Les oppositions politiques purent profiter de ces sentiments au moment de la campagne électorale, insistant sur la précarité économique relative des personnels de l'armée, et proposant des mesures pour améliorer leur sort.<sup>11</sup> La coalition Notre

<sup>10</sup> En Ukraine, ce qui a pu également contribuer à des sentiments favorables à la démocratie dans l'armée sont les contacts proches entre l'armée ukrainienne et le programme de l'OTAN "Partenariat pour la Paix" ainsi que les formations offertes par l'OTAN et par l'armée des Etats-Unis au travers du programme IMET "International Military Education and Training"

<sup>11</sup> Par exemple, le colonel à la retraite Dragan Vuksic a confié en Avril 2000: "Slobodan Milosevic préférait la Police à l'Armée, pensant qu'elle pouvait résoudre tous ses problèmes. Pourtant, au Kosovo il s'était bien rendu compte que ce n'était pas le cas. Il n'avait pas confiance en l'Armée Yougoslave. Puis il procéda à des purges, en renvoyant certains gradés et en les remplaçant par des officiers qui lui étaient personnellement acquis. Maintenant c'est l'Armée qu'il préfère." (*Vreme weekly*, 22 April, 2000).

Ukraine, par exemple, fit une place importante dans sa campagne aux questions relatives au personnel des armées, en particulier sur leurs allocations de retraite et sur les droits des familles de militaires, dans un effort d'attirer leurs votes ainsi que ceux des vétérans (Antonets, interview, 2005).

Au-delà des campagnes traditionnelles et de leurs plateformes, les mouvements avaient également besoin de gérer des questions stratégiques significatives dans la lutte de pouvoir qui était en train d'émerger dans les deux pays.

Dans la Serbie de l'après-guerre des années 90, le contexte des bombardements de l'OTAN était du pain béni pour Milosevic dans ses efforts de discréditer toute opposition, accusée d'être à la solde de puissances étrangères. Du fait de la sensibilité particulière de l'armée à cette question, *Otpor* s'inquiétait que le régime puisse faire croire que les manifestants n'étaient que des mercenaires à la solde de l'OTAN, aidant à préparer une invasion militaire de la Serbie. En raison de cette crainte, des messages nombreux furent communiqués à l'armée insistant sur le fait que l'opposition n'était pas une "cinquième colonne" mais qu'elle était au service du peuple serbe, et non pas à la botte d'un quelconque parti.<sup>12</sup> Afin de contrecarrer les accusations de trahisons provenant du régime, *Otpor* condamna publiquement la campagne de bombardement de l'OTAN, tout en soulignant la responsabilité de Milosevic dans l'existence de ces sanctions internationales. Par exemple, le 22 Mars, 2000, *Otpor* commémora l'anniversaire du début des bombardements avec des posters déclarant "Résistance à l'agression de l'OTAN." *Otpor* chercha également à saper la base nationaliste de Milosevic en invitant les réservistes de l'armée qui s'étaient battus pendant la guerre à s'exprimer dans des rallys et des manifestations condamnant Milosevic d'avoir "trahi le Kosovo."

Le fait que la coalition de l'opposition serbe incluait dans son équipe dirigeante deux généraux à la retraite - dont le Général Momcilo Perisic, qui avait servi comme général en chef dans l'armée serbe de 1992 à 1998 - fit beaucoup pour la crédibilité d'*Otpor*.<sup>13</sup> Cependant, malgré ces liens, l'opposition ne parvint jamais à établir une communication avec les généraux en poste, et ne reçut jamais aucune assurance que l'armée n'interviendrait pas en cas de rassemblements de masse.<sup>14</sup> Au bout du compte, bien que l'armée serbe ait mobilisé ses troupes dans la banlieue de Belgrade, elle ne fit jamais de tentatives sérieuses de mouvement en direction du centre de la ville.<sup>15</sup>

En Ukraine, les élites de l'opposition firent de la communication directe avec des officiers de l'armée un objectif central - bien que tenu secret. Leurs efforts

commencèrent en décembre 2002, quand le chef de l'armée de l'air ukrainienne, le Général Volodymyr Antonets, rejoignit l'opposition après avoir mis fin contre son gré à sa carrière militaire.<sup>16</sup> Antonets créa des équipes de volontaires constituées d'anciens collègues, dont l'objectif était de communiquer avec les forces de sécurité. Parce qu'il s'agissait d'officiers à la retraite, il fut relativement facile à l'équipe d'Antonets de prendre contact avec des sous-officiers ukrainiens, leurs familles, ainsi que des vétérans. Des équipes régionales à travers toute l'Ukraine travaillaient à former "des contacts secrets, communiquant toute cette information" au Général Antonets (Antonets, interview, 2005).

En Octobre 2004, "prédisant que l'administration de Kuchma ne se rendrait jamais sans se battre, et consciente que le mouvement ne pourrait jamais utiliser la force" l'équipe dirigeante de l'opposition changea d'approche, en préparant activement la phase de lutte suivante. C'est là que les contacts et les liens d'amitié qui avaient été forgés au cours des dix-huit mois précédents jouèrent pleinement leur rôle. D'après Antonets:

Chaque personne de mon réseau avait ses propres amis et contacts, dont certains étaient directement en charge du commandement d'unités militaires. Pour nous, il était important de commencer le mouvement depuis la base, afin que les officiers de haut rang comprennent qu'il ne leur serait pas possible de mettre à exécution les ordres de Kuchma parce qu'aux échelons inférieurs, les ordres de tirer sur des civils ne seraient pas obéis. (Antonets, interview, 2005)

<sup>12</sup> Cette approche fut également utilisée en Ukraine où "l'armée est avec le peuple" - un slogan repris en chœur par les manifestants - un lointain écho de ce que la foule chantait en 1991 à Moscou aux militaires de l'armée rouge, au moment du coup d'état avorté grâce à la mobilisation populaire. (Ackerman et Duvall, 2000, p. 14).

<sup>13</sup> Le Général Momcilo Perisic, expliquait sa décision de devenir un politicien en ces termes: "L'armée yougoslave n'est pas l'armée du parti au pouvoir. C'est une institution d'état dont le but est de protéger les intérêts des citoyens et de la patrie. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'entrer en politique - afin d'empêcher l'abus et la manipulation de l'armée" (*Nezavisna Svetlost* magazine, 8 juillet 2000).

<sup>14</sup> Zoran Djindjic plus tard déclara "Bien que les généraux Perisic et Obradovic [membres de l'opposition] aient essayé, nous ne sommes pas parvenus à connaître la véritable atmosphère au sein de l'armée, même peu de temps avant le 5 Octobre." (*Vreme* magazine, 2 Novembre 2000).

<sup>15</sup> Un des auteurs de cet article, Ivan Marovic, fut appelé sous les drapeaux le 9 septembre pour son service militaire, deux semaines avant l'élection. A la fin de la journée, en ce 5 Octobre, on ne trouvait plus aucun officier dans son unité. Dans la soirée, les soldats se demandaient quoi faire: certains disaient "On devrait lâcher nos armes et partir à Belgrade rejoindre le rassemblement" d'autres répondaient "on devrait garder nos armes et y aller." Le lendemain matin, les officiers annoncèrent que le nouveau gouvernement était au pouvoir et que l'armée resterait extérieure à la politique. Un des officiers s'approcha de Marovic, lui serra la main et lui dit: "Félicitations, vous avez gagné.." C'est ainsi que l'auteur comprit que Milosevic était fini.

<sup>16</sup> Antonets était parti à la retraite en 1999, après avoir été muté par Kuchma à une "position qui était inacceptable." Lui et Kuchma s'étaient sérieusement affrontés au sujet de la vente d'avions de l'armée de l'air à des compagnies aériennes commerciales.

Et en effet, ce fut au niveau des rangs intermédiaires et des sous-officiers de l'armée ukrainienne qu'une série "d'accords informels" cruciaux eurent lieu. Le résultat de ces négociations fut que ces sous-officiers ou officiers de premier rang se mirent d'accord de n'utiliser sous aucun prétexte la force sur la foule des manifestants. Au cas où le régime utiliserait la police ou des forces paramilitaires contre les civils, les unités de l'armée interviendraient pour s'interposer physiquement si nécessaire et pour jouer un rôle de médiation.

La nuit du 28 Novembre, quand les unités des forces spéciales du ministère de l'intérieur reçurent des ordres de mobilisation à l'extérieur de Kiev, ces accords secrets furent mis à exécution. Certaines personnes dans les forces spéciales, sympathisantes de l'opposition, prévinrent la direction de Notre Ukraine très peu de temps après (Coordinateur de Notre Ukraine, interview, 2005). En moins d'une heure, toutes les ambassades occidentales étaient prévenues et le Général en chef de l'armée, le Général Olexander Petruk, appela le ministère de l'intérieur pour l'informer que des soldats ukrainiens sans armes s'interposeraient entre les troupes du ministère de l'intérieur et les manifestants (*Ukrayinska Pravda* 20 Avril, 2005). Un des diplomates occidentaux qui fut impliqué dans la série de coups de téléphones qui eurent lieu dans la nuit pour tenter de faire pression sur le ministre de l'intérieur se souvient "je me suis couché en pensant que notre intervention serait décisive. A mon réveil, j'ai entendu parler de l'appel fait par le chef de l'armée et j'ai pensé que c'est vraiment ça qui avait fait toute la différence." (Diplomate occidental, interview, 7 Juin 2005).

### *La police locale*

Que ce soit en Serbie ou en Ukraine, les forces de police très fortement politisées posaient des menaces beaucoup plus sérieuses aux mouvements que les forces nationales des armées. En tant qu'entités de professionnels ayant des mandats constitutionnels de protection de l'ordre, leur identité était beaucoup plus liée au régime au pouvoir. En Mai 2004, par exemple, il a été rapporté que le chef du ministère de l'intérieur ukrainien Mykola Bilokon aurait déclaré pendant une réunion avec ses subordonnés régionaux que: "on nous dit que la milice devrait être indépendante de la politique," en tant que "corps armé du gouvernement, il est compréhensible que nous devrions soutenir le gouvernement. Nous allons gagner le premier tour de l'élection - et nous boirons à la victoire pendant trois jours!" (Comité des électeurs d'Ukraine, Mai 2004). D'après un fonctionnaire du ministère de l'intérieur ukrainien, avant les élections, "des ordres circulaient de voter pour [le candidat du gouvernement] Yanukovych." (fonctionnaire du ministère de l'intérieur, basé à Kiev, interview, 2005). En Serbie, Milosevic avait déployé la police locale au

Kosovo en 1999, et une fois qu'elle fut de retour, il lui donna pour tâche de réprimer par un usage excessif de la force les manifestations d' *Otpor*.

Une grande partie du soutien au gouvernement de la part des personnes recrutées aux échelons inférieurs des forces de police s'explique par les techniques d'endoctrinement utilisées par le régime pour manipuler les esprits. Une cassette vidéo en Ukraine est "apparue" dans plusieurs commissariats de police pendant la campagne électorale, montrant des images de soit-disant opposants aux gouvernements vociférant leur mépris pour la police et leur haine du régime, promettant de "détruire" le candidat pro-Kuchma, Yanukovych.<sup>17</sup> Un des journalistes qui a visionné la vidéo l'a comparée aux célèbres "deux minutes de haine" dans le roman *1984* de George Orwell (journaliste de la 5ème chaîne, interview, 2005). Dans les deux pays, les représentants du gouvernement ont essayé de discréditer les activistes étudiants en les traitant publiquement de "terroristes" ou de "drogués" (Zolotariov, interview, 2005).

Les deux mouvements avaient donc un besoin impératif de saper la crédibilité du régime et de convaincre de leur légitimité les agences responsables du maintien de la loi et de l'ordre. A *Otpor*, la décision fut d'adopter un style caractérisé par le logo du poing serré et des T-shirts noirs. Le but était de paraître dangereux tout en restant nonviolent et ainsi, de jeter la confusion dans les esprits: par son poing levé, le régime pouvait avoir l'impression de la dangerosité potentielle du mouvement mais sur le terrain, les dirigeants d'*Otpor* jouaient la carte de la transparence totale en montrant qu'ils étaient totalement nonviolents.<sup>18</sup> Les stratégestes d'*Otpor* étaient conscients que si le gouvernement les percevait comme une organisation révolutionnaire, le régime enverrait la police pour arrêter les membres de l'organisation.<sup>19</sup> Or comme *Otpor* était strictement nonviolent (et soutenait les élections comme seul instrument légitime de changement), les officiers de police locaux recevraient de l'État des informations erronées sur *Otpor* et sa prétendue dangerosité. *Otpor* espérait que cette dissonance cognitive amènerait les officiers qui interrogeaient les jeunes activistes à se poser des questions sur les motifs réels du gouvernement.

<sup>17</sup> Les cassettes furent envoyées à la 5ème chaîne par un officier de police et ensuite diffusées par la chaîne, "montrant que le régime cherchait à faire du lavage de cerveau et à manipuler la police." journaliste de la 5ème chaîne, interview, 2005.

<sup>18</sup> *Otpor* espérait que cette iconographie aurait le don d'irriter Mirjana Markovic, l'épouse de Milosevic et la dirigeante du parti Gauche Yougoslave. En effet les communiqués de presse de la Gauche Yougoslave montrèrent rapidement qu'*Otpor* avait touché juste. Parmi les documents classifiés du ministère de l'intérieur on retrouve exactement les mêmes descriptions que dans les communiqués de la Gauche Yougoslave "avec leur style vestimentaire (des capes et des foulards noirs, des T-shirts et des pantalons noirs) les membres de cette organisation ressemblent au passé sombre et à l'idéologie nazie qui a fait tant de mal à ce pays." ("Information sur les activités illégales de l'organisation fasciste-terroriste *Otpor*", Analytics Direktorat des données analytiques, Ministère de l'intérieur, Belgrade, 7 Juin, 2000).

Otpor espérait que cette dissonance cognitive amènerait les officiers qui interrogeaient les jeunes activistes à se poser des questions sur les motifs réels du gouvernement.

Cette stratégie eu un grand succès. Les arrestations des activistes d'*Otpor* devinrent de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que l'organisation s'élargissait, et les accusations du régime à leur égard devenaient de moins en moins crédibles, surtout après le 2 Mai, 2000, où trois activistes d'*Otpor* furent sérieusement passés à tabac par des amis du fils de Milosevic, Marko, dans la ville d'origine du dictateur, Pozarevac, et qu'ensuite ces trois activistes furent arrêtés par la police et accusés de tentatives de meurtre. Après le meurtre d'un officiel du parti socialiste le 13 Mai à Novi Sad, le régime exploita ce fait divers pour accuser *Otpor* d'être une organisation terroriste responsable de sa mort.<sup>20</sup>

La répression d'*Otpor* s'intensifia pendant des mois où les activistes étaient arrêtés au hasard et emprisonnés. Peut-être de façon paradoxale, ces emprisonnements ont donné lieu à une plus grande communication entre *Otpor* et la police.<sup>21</sup>

Quand les élections du 24 Septembre eurent lieu, les membres de la police, à l'exception des officiers de haut rang, connaissaient *Otpor* mieux que la plupart des citoyens ordinaires, et étaient au courant de ses objectifs et de ses méthodes. Le mouvement de la société civile ukrainienne *Pora*, se servit également des arrestations comme moyen d'engager une communication avec les forces de l'ordre, bien qu'à une échelle moindre qu'en Serbie. Tout l'été, des activistes étudiants s'étaient fait arrêter et interroger pendant des rallies et après avoir distribué des autocollants et des journaux de l'opposition (*Kiev Interfax*, 5 Août, 2004). En Octobre, le régime a détenu et interrogé plus de 150 activistes et lancé quinze procédures criminelles contre des membres de *Pora* pour des charges de terrorisme. Chacune de ces arrestations a servi d'occasion aux activistes de communiquer avec les officiers de police (Kaskiv, interview, 2005). Les activistes de *Pora* ont aussi visité les commissariats de police à travers toutes l'Ukraine, distribuant aux policiers des fleurs et des lettres leur demandant de se conformer à la loi (Coordinateur de Notre Ukraine, interview, 2005).

<sup>19</sup> Le Général Vlastimir Djordjevic, chef du secteur de la sécurité publique, assistant du ministre de l'intérieur, ordonna à la police d' "identifier les membres d'Otpor, de rassembler des données sur leurs téléphones, leurs intentions et leurs affiliations, leur mouvement et autres activités, et d'envoyer toute cette information au Directeur de la Police." (Instruction 33/2000 du 11 Mai 2000 par le général Vlastimir Djordjevic, Ministère de l'Intérieur).

<sup>20</sup> La plupart des sources sur ce fait divers ont conclu que le meurtre avait résulté d'une dispute domestique.

<sup>21</sup> La fondation sur la loi humanitaire, à Belgrade, a rapporté qu'entre le 2 Mai et le 24 Septembre, plus de 2000 activistes d'Otpor avaient été détenus, ainsi qu'environ 400 membres des partis d'opposition et une centaine d'activistes membres d'ONGs. Environ 300 activistes d'Otpor furent détenus cinq fois ou plus. Dix pourcent des détenus (environ 200) avaient moins de 18 ans ( "Répression policière sur Otpor, Serbie, 2 Mai au 24 Septembre 2000", rapport du "Humanitarian Law Fund", Belgrade, 23 Novembre, 2001.

Plusieurs facteurs ont contribué au succès des stratégies des deux organisations. Composées de jeunes représentants de la société civile moyenne, toute accusation de terrorisme était peu crédible de la part du gouvernement. Le maintien d'une discipline nonviolente stricte par ces jeunes - une règle interne mise en application au sein des organisations - contrastait fortement avec le discours du gouvernement. Chacune des organisations a utilisé l'humour afin de contrecarrer les accusations du gouvernement: *Otpor* présentait des pré-adolescents membres du mouvement comme des "terroristes" modèles, et *Pora* faisait des manifestations où les activistes portaient des citrons en guise de grenades (*Interfax Ukraine* 28 Novembre, 2004). Enfin, les structures très souples de ces organisations reposaient essentiellement sur des initiatives locales. Des actions de protestation pouvaient donc émerger simultanément sur tout le territoire national en préparation de la lutte ultime, rendant impossible pour le régime la poursuite simultanée de tous ces activistes par leurs unités les plus loyales et brutales.

*Otpor* et *Pora* ont été capables de réagir très vite aux arrestations dès qu'elles se sont produites. Les deux groupes avaient mis en service des numéros de téléphones d'urgence permettant d'informer immédiatement les réseaux locaux de soutien afin de rallier des groupes de manifestants devant les commissariats dans l'heure qui suivait. Ceci a conduit à la libération assez rapide de ceux qui étaient détenus, ce qui a inspiré d'autres activistes à leur tour de prendre le risque de se faire arrêter.<sup>23</sup> En Ukraine, *Pora* appela des "groupes spéciaux" formés de parlementaires de l'opposition et de juristes et médiateurs afin de faire en sorte de "limiter les possibilités d'enquêtes policières" (Kaskiv, interview, 2005).

Le fait que les populations locales puissent répondre de manière si rapide à l'appel des organisations eut un rôle important pour empêcher l'usage de la force. Le 4 Octobre, par exemple, des centaines de policiers furent envoyés vers les mines de charbon de Kolubara pour y réprimer une grève, où 7000 mineurs avaient cessé de travailler depuis le 29 Septembre (*New York Times*, 5 octobre 2000). Ces mines étaient essentielles dans la production d'électricité et les grèves menaçaient de produire des coupures généralisées de courant dans tout le pays. Alors que la police s'approchait des mines, les mineurs commencèrent à appeler les gens des villes et villages voisins, qui arrivèrent

<sup>22</sup> Les raids d'octobre 2004 ont inclus également des agents du SBU, l'agence ukrainienne du renseignement intérieur.

<sup>23</sup> Cette stratégie aurait été plus difficile à mettre en oeuvre si la torture avait été une pratique plus répandue dans les modes d'interrogation. En Serbie, moins d'1% des détenus ont subi la torture. Le cas le plus brutal eu lieu à Vladicin Han dans le sud de la Serbie, où la police tortura sept activistes d'*Otpor* pendant trois heures. Ils furent sauvés par l'intervention de trois cents citoyens qui s'étaient rassemblés face au bureau de police pour demander leur libération.



très vite sur les lieux pour les défendre. La police finit par ne pas suivre les ordres qui leur étaient donnés de disperser la foule.

Que ce soit en Serbie ou en Ukraine, les élites politiques de l'opposition cherchèrent à obtenir un accord tacite avec des individus haut placés dans les forces de police. Avant chaque événement organisé par l'opposition, par exemple, les parlementaires ukrainiens Volodomor Filenko et Taras Stetskiv préparaient un "plan spécial pour la préparation et la conduite de l'évènement." En plus de demander à la ville des permis pour la tenue de ces actions de masse organisées par Notre Ukraine, ils envoyaient également des lettres formelles aux responsables des commissariats des police. Ces lettres, disent-ils, leur fournissaient "une excuse pour demander un rendez-vous qui permettait de sentir l'humeur de la police et de savoir à quoi s'attendre de leur part" (Stetskiv, interview, 2005). A Kiev, ils prirent en particulier grand soin de se connecter avec le conseil municipal et avec la police municipale qui lui était subordonnée. Au moment où la Révolution Orange eu lieu et après de multiples discussions avec les dirigeants de Notre Ukraine, le maire de Kiev, Oleksander Omelchenko, offrit la coopération totale de la police de Kiev, qui servait sous le double commandement du gouvernement de la ville et du ministère de l'intérieur (coordinateur de Notre Ukraine, interview, 2005).

Dans ses réunions avec des responsables des forces de l'ordre, le coordinateur Stetskiv se souvient d'avoir fait valoir la probabilité d'une victoire électorale de l'opposition et le fait que Notre Ukraine observait de très près leurs actions:

A ceux à qui nous avons parlé, nous avons dit "Chers concitoyens, Kuchma ne pourra jamais gagner. Et Yanukovych non plus, car le peuple est avec Yushchenko. Et nous vous demandons de ne pas violer la loi, parce que vous en porterez la responsabilité." Nous répétions cela comme une incantation. Nous avons gagné la guerre de la propagande, et nous les avons fait hésiter, nous les avons fait douter que Kuchma puisse gagner. C'est très important, quand votre ennemi n'a pas de certitude, mais que vous, vous êtes sûr de votre fait. Vous avez alors l'avantage. (Stetskiv, interview, 2005)

Pendant toutes ces réunions, selon Stetskiv, "cela demandait des efforts énormes et beaucoup de temps pour les convaincre que l'ancien pouvoir allait tomber - qu'il était sur le départ. Mais en tous les cas, il était essentiel de faire passer ce message" (Stetskiv, interview, 2005). Leur réussite dépendait du niveau de soutien populaire qu'ils seraient capables de générer. Volodymyr Filenko se souvient que les contacts entre la police et l'opposition "ne produisirent aucun résultat avant que le peuple ne se rende dans les rues. Une fois que les gens étaient sortis en masse, alors ces contacts finirent par porter

leurs fruits. S'il n'y avait pas eu tant de gens dans les rues, il n'y aurait eu ni négociations ni accords. Ces rassemblements de masse ont offert le cadre dans lequel de telles réunions ont pu avoir lieu" (Filenko, interview, 2005).<sup>24</sup>

En Serbie, une communication calme mais intense se mit en place entre les commandants de la police et les dirigeants des partis d'opposition pendant les dix jours entre le 25 Septembre, jour des résultats de l'élection, et le 5 Octobre. Pendant cette période, certains chefs de la police déclarèrent ouvertement qu'ils n'agiraient pas contre les manifestants, mais ces individus furent immédiatement renvoyés.<sup>25</sup> Zoran Djindjic déclara plus tard que " dans la réunion de la nuit entre mercredi et jeudi [4 au 5 octobre] plusieurs chefs de la police décidèrent d'intervenir. Nous avons cette information. Ils nous avaient prévenu qu'ils allaient recevoir des ordres, mais nous dire de ne pas nous inquiéter, qu'ils n'allaient pas les mettre à exécution. Et c'est exactement ce qui s'est passé."<sup>26</sup>

### *Les services ukrainiens de renseignement*

Depuis Novembre 2004, le rôle et l'influence de l'agence ukrainienne de renseignement, *Sluzhba Bespeky Ukrayiny* (SBU) dans la réussite de la Révolution Orange (voir le *New York Times*, 17 Janvier 2005 et *Eurasian Daily Monitor*, 24 Janvier 2005 pour plus de détails) a été amplement débattu. Bien que plusieurs sources analysent le rôle de l'armée comme un facteur plus décisif que celui du SBU, dans la prévention d'un bain de sang, il est intéressant d'examiner comment la loyauté au régime s'est effritée au sein des services de renseignement.

<sup>24</sup> Filenko, V., 2005. Interview avec A. Binnendijk, 10 Juin 2005. Kiev. [l'auteur est en possession de la cassette d'enregistrement.] Un commentaire similaire a été fait de manière indépendante par un autre membre de Notre Ukraine: "En plusieurs occasions, Yushchenko a demandé aux officiers de l'armée et de la police de ne pas obéir à des ordres illégaux, mais tant que les gens n'étaient pas dans les rues, il n'y avait aucun signe de progrès ni aucun signe que l'armée ou la police ne soutiennent Yushchenko." (Burkovsky, interview, 2005).

<sup>25</sup> "Le Commandant de l'unité spéciale antiterroriste SAJ, le colonel Zivko Trajkovic a été démis de ses fonctions, jeudi dernier [28 Septembre 2000] et sans explication, a été réassigné à Kursumlja [petite ville du Sud de la Serbie]." (*Glas Javnosti* 2 Octobre 2000).

<sup>26</sup> Djindjic a aussi déclaré: "A minuit, nous apprîmes que quatre à cinq commandants des brigades policières, des responsables qui avaient des milliers de policiers sous leur contrôle, avaient été informés par Vljako Stojiljkovic [Ministre de l'Intérieur] que le jour suivant [5 Octobre] il y aurait usage de la force; Pas seulement des armes à feu mais aussi des explosifs pour empêcher les convois de venir sur Belgrade; et que Milosevic avait donné l'ordre de défendre le gouvernement à tout prix. Tout ceci fut stoppé au sommet de la chaîne de commande par quelques généraux, et nous étions en contact avec eux pendant toute la nuit. Nous ne leur faisons pas entièrement confiance mais nous avons toutefois basé notre stratégie sur cette information." (*Vreme* magazine, 2 Novembre 2000).

Tout au long de la campagne électorale, il était difficile de se faire une idée des intentions de cette entité opaque. Quand le QG de la coalition politique de Notre Ukraine fut établi à Kiev en 2002, plusieurs agences gouvernementales, y compris le SBU, commencèrent à le surveiller de près (Filenko, interview, 2005). En Octobre 2004, des agents SBU habillés en civil firent le sac de plusieurs des bureaux d'ONGs travaillant sur les élections et des résidences de leurs membres, confisquant des documents, y compris les listes des électeurs et les sources financières de la campagne (*Ukrayinska Pravda*, 23 Octobre 2004).

Les loyautés au sein du SBU étaient divisées dès le début. Un observateur, connaissant bien cette institution, en décrit la dynamique en ces termes:

En réalité, les services de sécurité en Ukraine étaient coupés en trois parties. L'une était pro-Yanukovych. Une seconde essayait de partager des informations avec l'opposition, pendant que la troisième partie restait inerte. Le fait que le SBU n'était pas uni s'avéra être un autre avantage pour la révolution. (journaliste de la 5ème chaîne, interview, 2005)

Pendant la campagne, l'opposition et des éléments du SBU cultivèrent des lignes officielles de communication.

Plusieurs personnes dans le camp de Notre Ukraine avaient des connections avec l'agence de renseignements bien avant la campagne: le général en chef du SBU, Ihor Smeshko, connaissait certaines des dirigeants de l'opposition depuis 1992, quand il servait en tant que premier attaché à la défense dans l'ambassade d'Ukraine à Washington (Smeshko, interview, 2005). Smeshko demeure un personnage controversé dans l'histoire de la Révolution Orange. Une réunion eut lieu, tard dans la nuit, entre le candidat de l'opposition, Victor Yushchenko, le Général Smeshko et d'autres responsables de haut rang du SBU, une nuit de Septembre - cette réunion est désormais célèbre en raison de l'empoisonnement dont fut victime Yushchenko - et l'objet de la discussion, selon les termes de Smeshko, étaient "de savoir si le SBU allait ou non jouer un rôle dans les élections présidentielles." Yushchenko, inquiet du "comportement inapproprié" pendant les élections des agences gouvernementales, a dit plus tard de cette réunion qu'il "cherchait à faire comprendre au chef du SBU que la loi s'imposait à lui et à son organisation" (*Ukrayinska Pravda*, October 2, 2004).

A la tête de cette institution, Smeshko considérait le SBU comme un organe de "rééquilibrage" dans la lutte autour du pouvoir politique qui était en train de faire rage en Ukraine, mais ne cachait pas son dégoût personnel pour le passé criminel du candidat Yanokovych (Smeshko, interview, 2005). Pendant l'été 2004, il avait assigné un général du SBU comme liaison secrète avec le chef de

cabinet de Notre Ukraine, Oleg Rybachuk, qui allait recevoir des informations régulières des services de renseignement pendant tout l'automne 2004. Il fut aussi offert à Rybachuk des documents provenant du QG de Yanukovych indiquant leur intention d'entreprendre des fraudes électorales, documents dont Rybachuk usa plus tard comme matériel de campagne de Notre Ukraine (*Eurasia Daily Monitor*, 14 Janvier, 2005) (Kuzio, 2005a,b). Quand Yushchenko rencontra Smeshko le 24 Novembre pour une requête personnelle en matière de sécurité, le chef du SBU mit à son service huit spécialistes de l'unité contre-terroriste d'élite "Alpha", et accepta de contacter d'anciens agents du SBU pour aider à protéger les membres de la campagne. Ils se mirent d'accord cependant pour que le SBU maintienne une position de neutralité en ce qui concerne le résultat du processus politique (*New York Times*, 17 Janvier, 2005).

Quand les troupes des forces spéciales furent mobilisées la nuit du 28 Novembre, le SBU joua un rôle actif dans sa capacité à contacter rapidement tous les principaux acteurs. Selon les sources de Notre Ukraine, Smeshko passa des coups de fil au procureur général, au ministre de l'intérieur, et au chef de la police de Kiev, leur disant de rappeler les troupes (*Agence France Presse*, 15 Février, 2005). Il existe des rapports non vérifiés selon lesquels les forces spéciales Alpha étaient armées et préparées à faire face aux forces intérieures en marche sur Kiev (reporter de la 5ème chaîne, interview, 2005). Pour une des personnes internes à l'équipe de Notre Ukraine, qui avait coordonné, avec le SBU, le maintien de l'ordre sur la Maidan, le soutien de cette institution n'était pas donné, et ce fut pour Notre Ukraine un grand soulagement de constater qu'elle tenait parole. Le Général Antonets se souvient que "en ce qui concerne le SBU - leurs gens étaient un peu partout sur la Maidan - ils connaissaient la situation, et ils pouvaient prendre leurs propres décisions. Pendant la période la plus difficile, nous avons reçu l'information qu'ils seraient de notre côté." (Antonets, interview, 2004).

Analysant son propre rôle dans le déroulement des événements de la Révolution Orange, le Général Smeshko maintient que son objectif principal était de prévenir un bain de sang, et potentiellement, une guerre civile (Smeshko, interview, 2005). D'autres participants et observateurs des événements ont fait remarquer que le potentiel qu'avait l'opposition de remporter la victoire électorale a joué un rôle clé, déclarant que: "Les responsables du SBU ont coopéré avec les deux camps parce qu'ils voulaient être en bons termes avec quiconque allait gagner" (reporter de la 5ème chaîne, interview, 2005). Pareillement, Yulia Tymoshenko observe que "c'était un jeu très compliqué," et a l'impression que les responsables du SBU, y compris le Général Smeshko, "cherchaient surtout à se couvrir," selon les termes du reporter du *New York Times* qui l'a interviewée (*New York Times*, 17 Janvier 2005). Il est probable que des considérations morales autant que

pragmatiques soient intervenues pour influencer la prise de décision individuelle au sein de l'organisation.

### **Les forces spéciales: une dynamique à la “pierre-papier-ciseaux”**

Dans les deux pays, il existait parmi les forces de sécurité des éléments qui seraient potentiellement restés immunisés à tous les efforts de persuasion de ne pas agir violemment contre les manifestants. Dans ces situations, la dissuasion plutôt que la persuasion sont le but premier de ces mouvements.

En Ukraine, les unités des forces spéciales du ministère de l'intérieur, envoyées à Kiev et dans la région avoisinante de Crimée et de l'Est de l'Ukraine, posaient une menace particulière aux manifestants.<sup>27</sup> Coupés de la plupart des sources d'information, les contingents de rang inférieurs et intermédiaires, vivaient dans des baraquements et étaient entraînés dans des camps entourés de murailles. L'équipe de Notre Ukraine avait peu de contact avec les membres du Commandement territorial de Crimée (une unité du ministère de l'intérieur qui avait été temporairement redéployée dans la région de Kiev) ou avec les membres des forces spéciales du ministère de l'intérieur qui faisaient de plus en plus leur apparition au sein de la ville (Antonets, interview, 2005). Dans Kiev, ces forces restaient retranchées derrière la police locale non-armée, Berkut, à l'entrée du QG de l'administration présidentielle, avec l'ordre de tirer au cas où l'opposition viendrait à prendre l'immeuble d'assaut (Burkovsky, interview, 2005). Les tireurs d'élite des forces spéciales du ministère de l'intérieur étaient stationnés à différents endroits autour de la place (Antonets, interview, 2005).<sup>28</sup> A l'extérieur de la ville, plusieurs autres troupes du ministère de l'intérieur résidaient dans des baraques avec peu d'accès aux sources d'informations extérieures. Les dirigeants de l'opposition qui étaient chargés de développer des contacts avec les services de sécurité avaient des difficultés considérables à entamer une quelconque communication avec ces unités, et ne pouvaient donc pas prédire avec une grande précision ce qu'elles feraient si on leur donnait l'ordre d'attaquer la foule

<sup>27</sup> Les forces spéciales BARS du ministère de l'intérieur, et d'autres, étaient formées d'anciennes unités de la Garde Nationale, qui avait été démantelée en 1999. Les détachements de la Crimée de la Garde Nationale étaient considérés comme les plus efficaces, et furent refondus dans les forces BARS. L'arrivée des BARS Criméens à Kiev conduisit à des rumeurs selon lesquelles les spetsnaz (forces spéciales) russes seraient à Kiev. Au sujet de ces différentes unités de sécurité, voir Kuzio, T. The Non-Military Security Forces of Ukraine. The Journal of Slavic Military Studies, vol.13, no.4 (December 2000), pp. 29e56.

<sup>28</sup> Selon Antonets, l'unité Omega des tireurs des brigades de BARS était active sur les toits de la Maidan.

(Antonets, interview, 2005). Les observateurs prévoyaient qu'environ 15000 troupes du ministère de l'intérieur pouvaient être rassemblées dans Kiev et ses alentours pendant la première semaine de la Révolution (diplomate occidental, interview, 3 Juin 2005). Dans la nuit du 28 Novembre, après une semaine de manifestations, ce sont ces troupes qui furent mobilisées et à qui des munitions furent distribuées. En Serbie aussi, l'armée comme le ministère de l'intérieur avaient des forces spéciales d'élite sous leur commandement, qui étaient bien payées, bien entraînées et bien équipées, et qui vivaient isolées de la population.

Une des ces unités spéciales inquiétait particulièrement les activistes serbes - l'unité des "bérets rouges" pour les opérations spéciales ("JSO"), qui avait été impliquée dans des crimes de guerre en Bosnie et était lié à des organisations de crime organisé. Opérant au sein de *Sluzba drzavne bezbednosti* (SBD) le groupe était responsable d'un grand nombre d'assassinats, y compris le meurtre du prédécesseur de Milosevic, l'ancien président Ivan Stambolic, qui fut kidnappé et tué le 25 Août 2000, seulement quelques semaines avant les élections présidentielles.<sup>29</sup>

Deux facteurs majeurs ont joué un rôle important dans les stratégies de dissuasion des mouvements d'opposition. Le premier était l'importance relative du nombre de manifestants comparé au nombre de troupes disponibles. En Serbie, bien qu' *Otpor* ne soit pas sûr de la manière dont JSO réagirait face à des manifestations de masse, une chose était certaine: avec un million de gens dans les rues de Belgrade, il leur serait impossible de disperser la foule sans leur tirer dessus, puisqu'ils avaient environ 300 hommes sous les armes. En Ukraine aussi, selon une source présente à ce moment-là, il était évident à la fois aux commandants des forces spéciales et aux chefs des autres services que le ministère de l'intérieur "avait trop peu de ressources humaines et de matériels pour faire partir la foule de la Maidan de façon pacifique" (reporter de la 5ème chaîne, interview, 2005).<sup>30</sup>

<sup>29</sup> JSO a été plus tard tenu responsable de l'assassinat du Premier Ministre Zoran Djindjic qui a été tué en Mars 2003 en face de l'immeuble du gouvernement serbe de Belgrade. A la suite de cet acte, l'unité a été déclarée hors-la-loi et ses commandants ont été arrêtés.

<sup>30</sup> Bien que des canons à eau aient été stationnés près de la Maidan et de l'immeuble de l'administration présidentielle, il n'était pas certain qu'ils aient pu être efficaces face à une foule aussi large.

Une seconde question cruciale était celle de l'équilibre entre les forces représentées par les différents services. En Ukraine, un observateur fait remarquer que les forces spéciales du ministère de l'intérieur étaient particulièrement sensibles au scénario "pierre-papier-ciseaux" dans lequel "le ministère de l'intérieur bats les manifestants et est battu par l'armée" (diplomate occidental de haut rang, interview, 2005).<sup>31</sup> Cette dynamique fut la plus apparente le 28 Novembre, quand, comme nous l'avons expliqué plus haut, des frictions entre l'armée, le SBU, et le ministère de l'intérieur créèrent des hésitations parmi ceux qui étaient restés loyaux au régime. En 2000, les organisateurs d'*Otpor* en Serbie savaient aussi que même si leurs messages ne parvenaient pas aux forces spéciales, il était devenu de plus en plus évident que la majorité des forces armées n'avait aucune intention de défendre le régime contre des manifestants non armés. L'espoir était donc que les commandants de ces unités puissent se rendre compte qu'ils ne pourraient rien faire pour arrêter la protestation.<sup>32</sup>

Le changement de régime en Roumanie en 1989 avait aussi reposé sur un contexte où ces deux scénarios se produisirent. Les forces de sécurité internes tentèrent d'écraser les manifestations contre Nicolae Ceausescu, mais au bout de compte s'affrontèrent aux troupes de l'armée, qui apportèrent leur soutien aux manifestants. Créer une scission entre institutions d'Etat peut donc altérer de manière significative les analyses coûts-bénéfices pour les éléments des forces de sécurité qui ont l'intention de rester loyaux au régime.

<sup>31</sup> Le diplomate se réfère au jeu bien connu des enfants "pierre-papier-ciseaux" où "pierre" bats "ciseaux", et "papier" bats "pierre", etc...

<sup>32</sup> Zvonimir Trajkovic, le conseiller de Milosevic entre 1990 et 1993, a déclaré plus tôt, en Mai 2000: 'Je suis convaincu qu'il est impossible qu'il y ait une guerre civile en Serbie. L'armée, ce n'est pas l'état-major avec quelques généraux et le chef de cabinet. L'armée ce sont les capitaines et les sous-officiers et ils ne tireront pas sur leur propre peuple, ni la police n'interviendra avec toute sa force pour tirer sur le peuple. Ils [le régime] envoient souvent des groupes d'individus extrêmement brutaux qui sont prêts à faire ce genre de choses. Mais quand la masse critique des citoyens se rassemble dans les rues, la police n'intervient pas. Techniquement, il leur sera impossible d'intervenir.' (*Danas* édition du weekend, 13 Mai 2000).

## Conclusion

Lorsqu'on prête une attention stratégique aux forces de sécurité de l'Etat, cela peut servir à trois fonctions majeures de la force générée par la lutte nonviolente: la défense, la dissuasion, et l'incitation au changement. De manière défensive, on peut rendre ineffectif l'impact des appareils de violence d'état d'un régime contre le mouvement et ses alliés (Ackerman and Kruegler, 1994). Au fur et à mesure que les coûts de la répression s'élèvent et que la capacité à supprimer l'opposition diminue, la direction du régime peut être complètement dissuadée de tenter l'usage de la force (Dahl, 1971). Enfin, en affaiblissant un des centres de gravité cruciaux du régime, un mouvement peut inciter ce dernier à s'engager dans des actions qu'il aurait évité de prendre autrement, telles que des négociations et médiations internationales, de nouveaux standards électoraux, ou même des démissions des postes de responsabilité.

Bien que les caractéristiques structurelles de chaque lutte nonviolente varient, et empêchent de généraliser les tactiques et de donner des formules uniques, on peut retenir des leçons communes de l'expérience de la Serbie et de l'Ukraine. D'abord, les mouvements ont réussi à faire monter le coût de la répression pour les individus appartenant aux chaînes de commandement des forces de sécurité, à travers le rassemblement de larges foules, la pression provenant de l'attention internationale, ou la couverture médiatique non officielle. Deuxièmement, chaque mouvement a démontré un soutien d'une large base populaire pour ses objectifs politiques, qui dans les deux cas ont démontré leur fort potentiel de victoire, et ont persuadé des individus aux rangs inférieurs de la police et de l'armée qui avaient moins à perdre ou à gagner à la survie du régime, mais qui avaient des liens proches avec des supporters du mouvement, soit dans leurs familles soit dans leurs communautés locales. Troisièmement, à travers un contrôle interne et le maintien d'une discipline nonviolente, les deux mouvements ont pu minimiser la confrontation non nécessaire avec les forces de sécurité et ont fait mentir les tentatives du régime de les dépeindre en tant qu'organisations "terroristes". Malgré les idées très répandues qu'il était probable que les régimes ne cèdent pas le pouvoir sans un bain de sang, tous ces efforts ont ensemble contribué à des transitions politiques où la violence destructrice a été évitée.

## Notes

1 Sharp analyse les dynamiques de "conversion," d'"accommodation," et de "coercition." pp. 705-776.

2 Les enregistrements rendus publics en 2000 par le dirigeant du Parti Socialiste, Oleksandr Moroz, qui avaient été faits de manière illicite dans le bureau de Kuchma par le garde présidentiel Mykola Melnychenko, ont révélé l'ordre donné à un officier de "s'occuper de" Gongadze.



3 Les personnes dont les noms ne sont pas inclus dans cet article ont accepté d'être interviewé sous condition d'anonymat. Ils sont identifiés par leurs position dans le gouvernement ukrainien, ou par leur rôle dans les coalitions politiques ou encore par leurs identités professionnelles.

4 Victor Yushchenko remporta le premier tour de l'élection présidentielle le 31 Octobre par une faible marge sur Victor Yamukovych,, ce qui conduisit à un second tour. Les observateurs internationaux et nationaux ont reporté des fraudes et des manipulations de votes très largement répandues à la fois au premier et au second tours de l'élection.

5 Bien que la police en charge de la circulation ait d'abord essayé de suivre les ordres de bloquer l'autoroute en direction de Kiev, elle fut débordée par le flot de personnes qui prirent la route dans les 48h et dont un bon nombre empruntèrent des itinéraires alternatifs de sorte que la police dut abandonner tout effort d'interrompre ce flux de véhicules. Comme le confie un des activistes de Pora "quand les routes principales sont bloquées, on peut toujours prendre les routes secondaires, et les gens du coin sont là pour vous aider à trouver votre chemin." (Bezverkha, interview, 2005). On a stipulé beaucoup sur les raisons qui ont poussé Kuchma à ne pas utiliser des troupes plus aguerries afin de bloquer l'accès à la ville mais il semble que le régime sous-estimait la menace posée par les manifestants et cherchait à éviter toute action qui pourrait mettre en péril sa légitimité intérieure comme internationale.

6 Ils pensaient également que pour rassembler la majorité de la population ukrainienne, "il était important que les habitants de la capitale soient dans les rues." (Stetskiv, interview, 2005).

7 Cette personne a également cité l'absence de télévision en direct sur la place Tienanmen à Pékin comme un "facteur critique" ayant expliqué le massacre. De la même manière, Martin et Varney ont fait remarquer que "le manque d'information au sujet des massacres pour le public à l'extérieur" a présenté un obstacle pour la résistance au Timor Oriental l'empêchant d'attirer le soutien international dans les années 80. A l'inverse, le mouvement populaire en Indonésie pour faire chuter le dictateur militaire, le Général Suharto, faisait circuler des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "n'oubliez pas votre rouge à lèvres... vous passez sur CNN ce soir." (Martin et Varney, 2001, pp. 24, 31).

8 Un des organisateurs ukrainien faisait remarquer en Juin 2005 qu' "il était extrêmement important qu'on n'utilise jamais la provocation, absolument jamais. Nos actions étaient toutes très pacifiques. Nous avons appris les leçons amères des événements de 2000." (Filenko, interview, 2005).

9 C'est par exemple ce qui s'est produit en Ouzbekistan, où le régime de Karimov a fait porter la responsabilité à l'organisation islamique Hizb ut-Tahrir du massacre Ouzbek de Andijan en Mai 2004

10 En Ukraine, ce qui a pu également contribuer à des sentiments favorables à la démocratie dans l'armée sont les contacts proches entre l'armée ukrainienne et le programme de l'OTAN "Partenariat pour la Paix" ainsi que les formations offertes par l'OTAN et par l'armée des Etats-Unis au travers du programme IMET "International Military Education and Training"

11 Par exemple, le colonel à la retraite Dragan Vuksic a confié en Avril 2000: "Slobodan Milosevic préférait la

Police à l'Armée, pensant qu'elle pouvait résoudre tous ses problèmes. Pourtant, au Kosovo il s'était bien rendu compte que ce n'était pas le cas. Il n'avait pas confiance en l'Armée Yougoslave. Puis il procéda à des purges, en renvoyant certains gradés et en les remplaçant par des officiers qui lui étaient personnellement acquis. Maintenant c'est l'Armée qu'il préfère." (*Vreme weekly*, 22 April, 2000).

12 Cette approche fut également utilisée en Ukraine où "l'armée est avec le peuple" - un slogan repris en chœur par les manifestants - un lointain écho de ce que la foule chantait en 1991 à Moscou aux militaires de l'armée rouge, au moment du coup d'état avorté grâce à la mobilisation populaire. (Ackerman et Duvall, 2000, p. 14).

13 Le Général Momcilo Perisic, expliquait sa décision de devenir un politicien en ces termes: "L'armée yougoslave n'est pas l'armée du parti au pouvoir. C'est une institution d'état dont le but est de protéger les intérêts des citoyens et de la patrie. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'entrer en politique - afin d'empêcher l'abus et la manipulation de l'armée" (*Nezavisna Svetlost magazine*, 8 juillet 2000).

14 Zoran Djindjic plus tard déclara “Bien que les généraux Perisic et Obradovic [membres de l’opposition] aient essayé, nous ne sommes pas parvenus à connaître la véritable atmosphère au sein de l’armée, même peu de temps avant le 5 Octobre.” (*Vreme magazine*, 2 Novembre 2000).

15 Un des auteurs de cet article, Ivan Marovic, fut appelé sous les drapeaux le 9 septembre pour son service militaire, deux semaines avant l’élection. A la fin de la journée, en ce 5 Octobre, on ne trouvait plus aucun officier dans son unité. Dans la soirée, les soldats se demandaient quoi faire: certains disaient “On devrait lâcher nos armes et partir à Belgrade rejoindre le rassemblement” d’autres répondaient “on devrait garder nos armes et y aller.” Le lendemain matin, les officiers annoncèrent que le nouveau gouvernement était au pouvoir et que l’armée resterait extérieure à la politique. Un des officiers s’approcha de Marovic, lui serra la main et lui dit: “Félicitations, vous avez gagné..” C’est ainsi que l’auteur comprit que Milosevic était fini.

16 Antonets était parti à la retraite en 1999, après avoir été muté par Kuchma à une “position qui était inacceptable.” Lui et Kuchma s’étaient sérieusement affrontés au sujet de la vente d’avions de l’armée de l’air à des compagnie aériennes commerciales.

17 Les cassettes furent envoyées à la 5ème chaîne par un officier de police et ensuite diffusées par la chaîne, “montrant que le régime cherchait à faire du lavage de cerveau et à manipuler la police.” journaliste de la 5ème chaîne, interview, 2005.

18 Otpor espérait que cette iconographie aurait le don d’irriter Mirjana Markovic, l’épouse de Milosevic et la dirigeante du parti Gauche Yougoslave. En effet les communiqués de presse de la Gauche Yougoslave montrèrent rapidement qu’Otpor avait touché juste. Parmi les documents classifiés du ministère de l’intérieur on retrouve exactement les mêmes descriptions que dans les communiqués de la Gauche Yougoslave “avec leur style vestimentaire (des capes et des foulards noirs, des T-shirts et des pantalons noirs) les membres de cette organisation ressemblent au passé sombre et à l’idéologie nazie qui a fait tant de mal à ce pays.” (“Information sur les activités illégales de l’organisation fasciste-terroriste Otpor”, Analytics Directeurat des données analytiques, *Ministère de l’intérieur, Belgrade, 7 Juin, 2000*).

19 Le Général Vlastimir Djordjevic, chef du secteur de la sécurité publique, assistant du ministre de l’intérieur, ordonna à la police d’ “identifier les membres d’Otpor, de rassembler des données sur leurs téléphones, leurs intentions et leurs affiliations, leur mouvement et autres activités, et d’envoyer toute cette information au Directeur de la Police.” (Instruction 33/2000 du 11 Mai 2000 par le général Vlastimir Djordjevic, Ministère de l’Intérieur).

20 La plupart des sources sur ce fait divers ont conclu que le meurtre avait résulté d’une dispute domestique.

21 La fondation sur la loi humanitaire, à Belgrade, a rapporté qu’entre le 2 Mai et le 24 Septembre, plus de 2000 activistes d’Otpor avaient été détenus, ainsi qu’environ 400 membres des partis d’opposition et une centaine d’activistes membres d’ONGs. Environ 300 activistes d’Otpor furent détenus cinq fois ou plus. Dix pourcent des détenus (environ 200) avaient moins de 18 ans ( “Répression policière sur Otpor, Serbie, 2 Mai au 24 Septembre 2000”, rapport du “*Humanitarian Law Fund*”, *Belgrade, 23 Novembre, 2001*).

22 Les raids d’octobre 2004 ont inclus également des agents du SBU, l’agence ukrainienne du renseignement intérieur.

23 Cette stratégie aurait été plus difficile à mettre en oeuvre si la torture avait été une pratique plus répandue dans les modes d’interrogation. En Serbie, moins d’1% des détenus ont subi la torture. Le cas le plus brutal eu lieu à Vladicin Han dans le sud de la Serbie, où la police tortura sept activistes d’Otpor pendant trois heures. Ils furent sauvés par l’intervention de trois cents citoyens qui s’étaient rassemblés face au bureau de police pour demander leur libération.

24 Filenko, V., 2005. Interview avec A. Binnendijk, 10 Juin 2005. Kiev. [l’auteur est en possession de la cassette d’enregistrement.] Un commentaire similaire a été fait de manière indépendante par un autre membre de Notre Ukraine: “En plusieurs occasions, Yushchenko a demandé aux officiers de l’armée et de la police de ne pas obéir à des ordres illégaux, mais tant que les gens n’étaient pas dans

les rues, il n'y avait aucun signe de progrès ni aucun signe qu'ils ne soutiennent Yushchenko." (Burkovsky, interview, 2005).

25 "Le Commandant de l'unité spéciale antiterroriste SAJ, le colonel Zivko Trajkovic a été démis de ses fonctions, jeudi dernier [28 Septembre 2000] et sans explication, a été réassigné à Kursumlija [petite ville du Sud de la Serbie]." (*Glas Javnosti* 2 Octobre 2000).

26 Djindjic a aussi déclaré: "A minuit, nous apprîmes que quatre à cinq commandants des brigades policières, des responsables qui avaient des milliers de policiers sous leur contrôle, avaient été informés par Vljako Stojiljkovic [Ministre de l'Intérieur] que le jour suivant [5 Octobre] il y aurait usage de la force; Pas seulement des armes à feu mais aussi des explosifs pour empêcher les convois de venir sur Belgrade; et que Milosevic avait donné l'ordre de défendre le gouvernement à tout prix. Tout ceci fut stoppé au sommet de la chaîne de commande par quelques généraux, et nous étions en contact avec eux pendant toute la nuit. Nous ne leur faisons pas entièrement confiance mais nous avons toutefois basé notre stratégie sur cette information." (*Vreme* magazine, 2 Novembre 2000).

27 Les forces spéciales BARS du ministère de l'intérieur, et d'autres, étaient formées d'anciennes unités de la Garde Nationale, qui avait été démantelée en 1999. Les détachements de la Crimée de la Garde Nationale étaient considérés comme les plus efficaces, et furent refondus dans les forces BARS. L'arrivée des BARS Criméens à Kiev conduisit à des rumeurs selon lesquelles les spetsnaz (forces spéciales) russes seraient à Kiev. Au sujet de ces différentes unités de sécurité, voir Kuzio, T. The Non-Military Security Forces of Ukraine. The Journal of Slavic Military Studies, vol.13, no.4 (December 2000), pp. 29e56.

28 Selon Antonets, l'unité Omega des tireurs des brigades de BARS était active sur les toits de la Maidan.

29 JSO a été plus tard tenu responsable de l'assassinat du Premier Ministre Zoran Djindjic qui a été tué en Mars 2003 en face de l'immeuble du gouvernement serbe de Belgrade. A la suite de cet acte, l'unité a été déclarée hors-la-loi et ses commandants ont été arrêtés.

30 Bien que des canons à eau aient été stationnés près de la Maidan et de l'immeuble de l'administration présidentielle, il n'était pas certain qu'ils aient pu être efficaces face à une foule aussi large.

31 Le diplomate se réfère au jeu bien connu des enfants "pierre-papier-ciseaux" où "pierre" bats "ciseaux", et "papier" bats "pierre", etc...

32 Zvonimir Trajkovic, le conseiller de Milosevic entre 1990 et 1993, a déclaré plus tôt, en Mai 2000: 'Je suis convaincu qu'il est impossible qu'il y ait une guerre civile en Serbie. L'armée, ce n'est pas l'état-major avec quelques généraux et le chef de cabinet. L'armée ce sont les capitaines et les sous-officiers et ils ne tireront pas sur leur propre peuple, ni la police n'interviendra avec toute sa force pour tirer sur le peuple. Ils [le régime] envoient souvent des groupes d'individus extrêmement brutaux qui sont prêts à faire ce genre de choses. Mais quand la masse critique des citoyens se rassemble dans les rues, la police n'intervient pas. Techniquement, il leur sera impossible d'intervenir.' (*Danas* édition du weekend, 13 Mai 2000).

## Interviews

Antonets, V., 2005. Interview avec A. Binnendijk le 15 Juin 2005. Kiev. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur.]

Bezverkha, A., 2005. Interview avec A. Binnendijk, le 7 Juin 2005. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur.]

Burkovsky, P., 2005. Interview avec A. Binnendijk, 12 Juin 2005. Kiev. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur.]

Reporter de la 5ème chaîne, 2005. Interview avec A. Binnendijk, le 8 Juin 2005. Kiev. Filenko, V., 2005. Interview avec A. Binnendijk, le 10 Juin 2005. Kiev. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur.]

Officier, Ministère de l'Intérieur, Division du crime organisé, Kiev, 2005.

Interview avec A. Binnendijk le 12 Juin 2005. Kiev.

Coordinateur de Notre Ukraine. 2005. Interview avec A. Binnendijk le 9 Juin 2005. Kiev.

Diplomate occidental de haut rang, 2005. Interview avec A. Binnendijk le 7 Juin 2005. Kiev.

Diplomate occidental de haut rang, 2005. Interview avec A. Binnendijk le 31 Mai 2005. Kiev.

Stetskiv, T., 2005. Interview avec A. Binnendijk le 10 Juin 2005. Kiev. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur]

Tarasyuk, B., 2005. Interview avec A. Binnendijk le 14 Juin 2005. Kiev. Journaliste Ukrainien, 2005. Interview avec A. Binnendijk. 1er Juin 2005. Kiev. Diplomate occidental. 2005. Interview avec A. Binnendijk le 1er Juin 2005. Kiev. Zolotariov, Y., 2005. Interview avec A. Binnendijk, le 30 Mai, 2005. Kiev. [Cassette d'enregistrement en possession de l'auteur.]

## Références

Ackerman, P., Kruegler, C., 1994. *Strategic Nonviolent Conflict*. Praeger, Westport. Ackerman, P., Duvall, J., 2000. *A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict*. Palgrave, New York.

*Agence France Presse*, 2005. The stealthy role of military informers in Ukraine revolution. February 15. Dahl, R., 1971. *Polyarchy: Participation and Opposition*. Yale University Press, New York.

*Glas Javnosti*, October 2, 2000.

Grytsenko, A., 2000. *Civil-Military Relations in Ukraine: On the way from Form to Substance*. NATO Fellowship Programme report.

Helvey, R., 2004. *On Strategic Nonviolent Conflict*. The Albert Einstein Institution, Boston. Humanitarian Law Fund report, 2001. *Police Crackdown on Otpor*, Serbia, 2 May to 24 September 2000. Belgrade, November 23.

Kaskiv, V., 2005. *PORAdVanguard of Democracy*. Kiev, December 6.

Kuzio, T., December 2000. The non-military security forces of Ukraine. *Journal of Slavic Military Studies* 13 (4), 29e56.

Kuzio, T., January 24, 2005a. Did Ukraine's security services really prevent bloodshed during the Orange Revolution? *Eurasia Daily Monitor* 2 (16).

Kuzio, T., 2005b. *PORA! Takes two different paths*. *Eurasia Daily Monitor* 2 (23).

Martin, B., Varney, W., 2001. *Communicating Against Repression*. Hampton Press, Cresskill, NJ.

Ministère de l'Intérieur, Belgrade, le 7 Juin 2000. Information sur les activités illégales de l'organisation fasciste-terroriste Otpor. Directeurat des données analytiques. Ministère de l'Intérieur, Belgrade.

Nezavisna Svetlost, 2000. Interview with Momcilo Perisic. July 8. Kragujevac.

Sharp, G., 1973. Politics of Nonviolent Action. Porter Sargent, Boston.

Vreme, 2000. Interview with Zoran Djindjic. November 2.

## **Autres références**

Boyko, V., 2005. Secrets of the 'last supper'. *Ukrayinska Pravda* 2 October 2004.

Chivers, C.J., January 17, 2005. How Top spies in Ukraine changed the nation's path. *New York Times*. Chivers, C.J., Shanker, T., June 17, 2005. Uzbek ministries in crackdown received U.S. aid. *New York*

*Times*.

Committee of Voters of Ukraine, 2004. CVU Report on Pre-election Period, April-May 2004. Kiev, May. Cosic, S., May 13, 2000. President seriously thinks about stepping down. Interview with Zvonimir Trajkovic. *Danas* (weekend edition).

Erlanger, S., October 5, 2000. Serbian strikers, joined by 20,000, face down police. *The New York Times*. Goati, V., 1999. Elections in FRY 1990-1998. Center for Free Elections and Democracy CESID, Belgrade.

Guzhva, I., Popov, O., Chalenko, O., 21 November, 2005. Maidan's secrets. *Segodnya*.

La police a relâché 18 étudiants détenus pendant une marche de protestation à Kiev. *Kiev Interfax*, 5 Août, 2004. Sharp, G., 2005. *Waging Nonviolent Struggle*. Porter Sargent, Boston.

*Ukrayinska Pravda*, 2004. Ransacking of youth groups' offices detailed. October 23.

Warner, T., November 25, 2004. Riot police hold fire in uneasy stand-off with Ukrainian protesters. *Financial Times*.

Wolf, D., May 13, 2005. A 21st century revolt. *Guardian*.